

PROCES - V E R B A L

DE LA SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU MERCREDI 24 MARS 2021

Suite à une convocation du Bourgmestre, le Conseil communal s'est réuni ce jour par vidéoconférence..

Présents :

Caroline DAWAGNE, Conseillère - Présidente;
Jean-Luc MOSSERAY, Bourgmestre;
Nadia MARCOLINI, Paul-Bernard LESUISSE, Sylviane QUEVRAIN, Julien DELFOSSE, Échevins;
Vincent WAUTHIER, Président du CPAS;
Marc PIERSON, Sébastien HUMBLET, Valéry GREGOIRE, Gilles GRAINDORGE, Benjamin LEYDER, Marielle MERCIER, Gauthier COOPMANS, Marie BODSON, Maria-Gina CRISTINI, Roger FRIPPIAT, Dominique RAES, Conseillers;
Valentine ROSIER, Directrice Générale f.f.;

LE CONSEIL,

SÉANCE PUBLIQUE

1 Approuve le procès-verbal de la séance antérieure

Le procès-verbal de la séance précédente est approuvé à l'unanimité des membres présents.

2 Marchés conjoints - Commune - CPAS - RCAS

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 §1 et 2 relatifs aux compétences du Conseil communal et aux délégations ;

Vu la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976 et ses modifications ultérieures, et notamment l'article 26bis;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 1995 déterminant les activités à caractère industriel ou commercial pour lesquelles le conseil communal peut créer une régie communale autonome dotée de la personnalité juridique, tel que modifié par l'arrêté royal du 9 mars 1999;

Vu la délibération du 4 mars 2008, décidant de la création d'une Régie Communale Autonome sportive, dont les statuts ont été approuvés par le Ministre des Affaires Intérieures de la Région Wallonne en date du 10 avril 2008 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés

publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la délibération prise par le conseil communal en sa séance du 25 novembre 2020 par laquelle il décide de déléguer au Collège Communal ses compétences pour les marchés publics, les marchés publics conjoints et les centrales d'achat pour les dépenses :

- relevant du budget ordinaire dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget ordinaire
- relevant du budget extraordinaire lorsque la valeur du marché est inférieure à un montant de 15.000,00€ HTVA et dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget extraordinaire

Considérant que l'article 26 bis susvisé prévoit que le conseil de l'action sociale conclut avec le conseil communal des conventions nécessaires au développement des synergies; qu'une synergie entre la commune et le centre est une volonté commune et partagée de gérer ou réaliser un service, une action, un projet ou une mission ensemble ou encore de confier à une des institutions locales la réalisation ou la gestion d'un service, d'une action, d'un projet ou d'une mission en vue d'opérer des économies d'échelles, d'accroître l'efficacité organisationnelle et de viser l'efficience du service public en respect des missions et de l'autonomie de chacun;

Considérant que la Commune, le CPAS et la Régie Communale Autonome des Sports (RCAS) sont chacune soumises aux règles des marchés publics; que ces entités doivent conclure différents marchés publics ayant le même objet; qu'afin d'accroître l'efficacité organisationnelle des services, il est proposé de conclure une convention de délégation afin qu'une seule des trois entités soit désignée pour se charger de la procédure des marchés conjoints visés par cette convention;

Considérant que la convention serait conclue jusqu'à la fin de la législature; qu'elle pourra être adaptée ultérieurement s'il apparaît opportun que d'autres marchés soient conclus de manière conjointe;

Considérant que le Collège communal, le bureau permanent et/ou le Conseil d'Administration peuvent décider, en cours d'exécution de la convention, qu'un ou plusieurs des marchés repris dans ladite convention ne sera pas réalisé conjointement;

Considérant l'estimation des besoins des trois entités, jointe en annexe 1 de la convention;

Vu la décision du Collège communal du 15 mars 2021:

- d'approuver la convention de marché conjoint pour les marchés relevant du budget ordinaire ou extraordinaire de moins de 15.000€ HTVA
- de proposer au conseil communal d'approuver la convention de marché conjoint pour les marchés relevant du budget extraordinaire dont la valeur est égale ou supérieure à 15.000€ HTVA

Considérant qu'une demande d'avis de légalité a été formulée le 11 mars 2021, et que la Directrice financière a rendu un avis positif (2021/60) le 16 mars 2021;

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité,

Article 1er : d'approuver la convention de marché conjoint pour les marchés relevant du budget extraordinaire dont la valeur est égale ou supérieure à 15.000€ HTVA

Article 2 : de transmettre la présente délibération:

- au CPAS
- à la RCAS
- à la Directrice financière
- à la comptabilité
- au service marchés publics

**3 Projet PCDR 1.9: Aménagement d'une aire de convivialité au Centre de Assesse -
Approbation de la convention de réalisation en Développement rural & des conditions
du marché**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juin 2014 portant exécution du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2016 approuvant programme communal de développement rural de la commune de Assesse ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 2019 approuvant les modèles de convention (classiques et transcommunales) pour les projets relevant des programmes communaux de développement rural : convention-acquisition, convention-exécution, convention-faisabilité et convention réalisation ;

Vu la circulaire ministérielle 2019/01 du 1er février 2019 relative au programme communal de développement rural ;

Vu la convention-faisabilité conclue en date du 15/07/2019 entre la Région wallonne et la Commune de Assesse ;

Vu la délibération du Collège communal du 24 février 2020 relative à l'approbation de l'avant-projet "Création d'un espace convivialité, de jardin public et de plaine de jeux au centre du village d'Assesse";

Vu la délibération du Collège communal du 6 août 2018 par laquelle celui-ci a attribué le marché de service du projet "Création d'un espace convivialité, de jardin public et de plaine de jeux au centre du village - Désignation d'un auteur de projet – attribution » à Atelier Paysage – Etienne Cellier, rue d'Achet, 59 A à 5362 Achet ;

Considérant l'avis favorable dudit avant-projet par la CLDR le 18 février 2020;

Considérant l'approbation de l'avant-projet "Aire de convivialité au centre d'Assesse", suite à la présentation de celui-ci lors du Comité d'accompagnement du 1 avril 2020 et les remarques y afférentes par le Directeur du Développement Rural, Abdel Ilah Mokademed;

Considérant le cahier des charges N° 200826 relatif à ce marché et établi par l'auteur de projet, Atelier Paysage – Etienne Cellier, rue d'Achet, 59 A à 5362 Achet;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 224.361,24 € HTVA ou 271.477,10€, 21% TVAC;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 735/721-54 (n° de projet 20180042) et sera financé par fonds propres et par subsides ;

Considérant qu'une demande d'avis de légalité obligatoire a été soumise le 23 octobre 2020, que Madame la Directrice financière a remis un avis réservé (cf. annexe_ Avis 2020/166); qu'il a été tenu compte des remarques formulées dans l'avis 2020/166 de Madame la Directrice financière afin d'envoyer le dossier du projet définitif comprenant le cahier des charges à la Direction du Développement rural et à la tutelle pour avis préalable;

Considérant qu'il a été tenu compte de l'avis préalable de la tutelle et que la répartition financière a été revue par la Direction du développement rural en y intégrant la part infra-sport dans la part Développement rural - cette proposition est faite sous réserve de l'approbation par Madame la Ministre, en fonction notamment de ses capacités budgétaires disponibles;

Considérant l'approbation de la Direction du Développement Rural sur le cahier des charges N° 200826 et leur proposition de convention réalisation;

Considérant le projet définitif et les annexes afférentes:

- accord de l'avant-projet par la DGO3
- CSC administratif & technique
- métré estimatif et récapitulatif
- note démarrage chantier
- plan sécurité santé
- Avis de marché
- déchets + formule de révision
- Liste des fiches technique
- Plan masse général - Coupes-Elévation et détails techniques
- Avis PMR - Pv Atingo
- Avis zone Nage
- environnement
- Permis d'urbanisme
- justification PV du comité d'accompagnement
- mobilité
- PU

- avis SIPP
- non-subsidiation d'Infrasport
- avis préalable de la tutelle

Attendu que, selon la procédure pour l'introduction du dossier projet définitif émise par la Direction du Développement Rural, il est fortement conseillé à la commune de requérir l'avis préalable de la DGO5 tel que décrit: "*Approbation en Collège communal du cahier des charges, de l'ensemble du dossier et du devis tout frais compris Lorsque le dossier est considéré par la Direction du Développement rural comme suffisamment mûr pur être présenté à l'approbation du Ministre, le service extérieur envoie à la commune: un courrier proposant de faire approuver le cahier des charges par le Conseil communal ainsi qu'une proposition de convention-réalisation basée sur le montant tous frais compris repris dans la délibération du Collège. Ces documents peuvent être approuvés lors du même Conseil communal*" (cf. annexe procédure DR).

Considérant qu'une demande d'avis de légalité a été formulée le 11 mars 2021 et que la Directrice financière a rendu un avis positif le 11 mars 2021;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité,

Article 1er : D'approuver la convention-réalisation 2021 relative au projet PCDR 1.9 « Aménagement d'une aire de convivialité au Centre de Assesse »;

Article 2: D'approuver le cahier des charges N°200826 - ainsi que l'avis de marché - relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Atelier Paysage – Etienne Cellier, rue d'Achet, 59 A à 5362 Achet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 224.361,24 € HTVA ou 271.477,10€, 21% TVAC ;

Article 3 : De passer le marché public par procédure ouverte;

Article 4: De mandater le Collège communal pour la publication de l'avis de marché travaux relatif au projet d' aménagement d'une aire de convivialité au Centre de Assesse au niveau national et des formalités y afférentes;

Article 5 : De financer cette dépense par le crédit qui est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021 (n° de projet 20200013);

Article 6 : De délivrer en trois exemplaires originaux signés la proposition de convention, accompagnés des copies de la délibération du Conseil approuvant le cahier des charges, la procédure de marché et le projet de convention et d'envoyer ces document en format numérique à la direction du Développement Rural;

Article 7:De délivrer une copie de la présente délibération à Madame la Directrice financière.

4 ODR - Budget participatif : règlement communal y relatif et lancement du processus - Approbation

Vu les articles L1122-30, L1122-32 et L1321-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) ;

Considérant la volonté de mise en œuvre d'un budget participatif inscrite dans la Déclaration de Politique Communale 2019-2024 visant à Soutenir les initiatives citoyennes par l'attribution d'une enveloppe budgétaire participative pour la réalisation de projets impliquant le plus grand nombre

d'habitants et qui répondent à des attentes d'amélioration du cadre de vie ;

Considérant que cette nouvelle démarche vient compléter les dispositifs existants (Plan de Cohésion Sociale, Plan Communal de Développement Rural, Subsidés aux associations, ...) dans le but de favoriser l'émergence de nouvelles initiatives citoyennes ;

Considérant que la circulaire 2020 relative à l'élaboration des budgets 2021 des communes de la Région wallonne reprend un paragraphe "Budgets participatifs", mentionnant que le Conseil communal peut décider d'affecter une partie de son budget, appelée « budget participatif », à la réalisation de projets émanant de comités de quartier ou d'associations citoyennes dotées de la personnalité juridique en application de l'article L1321-3 du CDLD ;

Considérant que cette décision n'est pas soumise à la tutelle spéciale d'approbation ;

Considérant qu'un budget annuel est proposé à l'inscription du budget extraordinaire pour être dédié à cette nouvelle démarche, en l'occurrence 21.000 € pour 2021 (article 000/522-52 - projet 20210049)

Vu la décision du Collège communal, en date du 08 mars 2021, de marquer son accord sur la collaboration avec la Fondation Rurale de Wallonie (FRW) qui propose ses services d'accompagnement, dans le cadre de la convention d'accompagnement de l'Opération de Développement Rural (ODR) d'Assesse, sans aucun frais complémentaire

Considérant que, dans le cadre de la collaboration avec la FRW, le budget participatif d'Assesse doit respecter les conditions suivantes :

- la Commission Locale de Développement Rural (CLDR) devra être partie prenante du processus en étant reprise par défaut dans le comité de sélection,
- chaque projet participatif proposé devra s'inscrire dans la stratégie du Programme Communal de Développement Rural (PCDR) en répondant au minimum à un de ses quatre défis/objectifs, à savoir :

Défi 1 : assurer la préservation d'un cadre de vie dans le respect du Développement Durable ;

Défi 2 : favoriser la convivialité à travers le dynamisme associatif et le bien-être de ses habitants ;

Défi 3 : améliorer le développement économique tout en préservant son environnement ;

Défi 4 : développer une démocratie locale dynamique par la participation constructive des citoyens et des acteurs locaux à la vie communale.

Considérant également que, dans le cadre de l'accord, la FRW s'engage à :

- concevoir et gérer la plateforme participative numérique,
- aider à la réception des dossiers et à l'analyse de la recevabilité des projets,
- animer une réunion de présentation du budget participatif,
- animer les réunions du comité de sélection,
- proposer des outils de communication.

et la Commune, quant à elle, à :

- répondre aux questions et accompagner, si nécessaire, les porteurs de projet dans la rédaction de leur dossier,
- aider à la réception des dossiers et à l'analyse de la recevabilité des projets,
- analyser la légalité des projets proposés,
- encadrer tout le processus de financement et de mise en œuvre des projets,

- prendre contact et accompagner les porteurs de projets,
- diffuser les outils de communication;

Considérant que seule une convention spécifique pour l'utilisation de la plateforme numérique doit être signée ;

Considérant l'importance, par ailleurs, de limiter le risque de fracture numérique et de prévoir le dépôt des projets et la phase de vote en version papier également ;

Considérant la proposition de règlement communal relatif au budget participatif, rédigé en collaboration avec la FRW et conforme au règlement-type ;

Considérant le planning proposé, à savoir :

- Le mercredi 14 avril 2021 : réunion de lancement et présentation du budget participatif,
- Du mercredi 14 avril 2021 au vendredi 16 juillet 2021 : proposition des projets, possibilité d'accompagnement et dépôt des dossiers,
- Du vendredi 16 juillet au dimanche 22 août 2021 : analyse de la recevabilité des dossiers par le comité de sélection et validation lors d'une séance plénière de la CLDR,
- Du dimanche 22 août 2021 au dimanche 19 septembre 2021 : vote des citoyens pour les projets,
- En octobre 2021 : annonce des projets retenus et des montants affectés,
- Avant octobre 2022 : réalisation du projet sélectionné et remise des justificatifs à l'Administration communale ;

Considérant qu'une demande d'avis de légalité a été formulée le 5 mars 2021, et que la Directrice financière a rendu un avis positif avec remarques le 7 mars 2021;

M. le Conseiller Sébastien HUMBLET rappelle que la Commission "sport jeunesse culture" peut également recevoir des demandes émanant d'associations pour des projets ordinaires ou extraordinaires. Les demandes sont alors analysées en commission puis présentées au Conseil communal où le débat est public. La différence dans le cas présent, c'est que ce sont les citoyens qui votent. M. HUMBLET attire par ailleurs l'attention sur le travail qu'un suivi de projet représentera.

M. le Conseiller Benjamin LEYDER demande s'il s'agit d'un "one shot" ou si ce type de budget sera reproposé chaque année. M. l'Echevin Julien DELFOSSE répond que la volonté est de lancer une dynamique; il informe que souvent, les premiers projets peinent à démarrer, et que l'Union des villes et communes invite les communes à refaire plusieurs éditions.

M. le Conseiller Marc PIERSON demande s'il y a une durabilité prévue pour les projets ou si les charges (entretien, ...) incomberont à la Commune. M. l'Echevin Julien DELFOSSE répond que le jury y sera attentif lors de la sélection et que cela fait partie des critères de sélection.

M. le Conseiller Gilles GRAINDORGE demande si la grille d'évaluation est déjà créée. M. DELFOSSE répond que celle pour l'ensemble de l'opération n'est pas encore créée.

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité,

Article 1 : d'approuver le lancement du processus du budget participatif tel que proposé.

Article 2 : d'approuver le **Règlement communal relatif au budget participatif** ci-après :

"Article 1 : Principe

Le Conseil communal, conformément au code de démocratie locale, en sa séance du 24 mars 2021, a décidé d'affecter une partie du budget communal, appelée Budget participatif, à des projets émanant de comités de quartiers (groupement de minimum cinq citoyens) ou d'associations citoyennes dotées de la personnalité juridique.

Ce budget participatif se présente sous la forme d'un appel à projet.

Article 2 : Objectifs

Au-delà de l'implication directe du citoyen dans le choix de l'affectation d'une partie du budget communal, ce dispositif vise également à répondre :

- *au renforcement de la participation citoyenne,*
- *à l'amélioration du cadre de vie de la commune dans l'intérêt général et de manière durable,*
- *à la mise en œuvre d'au moins un de ces quatre défis/objectifs définis dans le Programme Communal de Développement Rural (PCDR) de la commune (détails en Annexe 1), à savoir :*

- *assurer la préservation d'un cadre de vie dans le respect du Développement Durable ;*
- *favoriser la convivialité à travers le dynamisme associatif et le bien-être de ses habitants ;*
- *améliorer le développement économique tout en préservant son environnement ;*
- *développer une démocratie locale dynamique par la participation constructive des citoyens et des acteurs locaux à la vie communale.*

Article 3 : Public visé

Tout citoyen ayant 16 ans au minimum et résidant dans la Commune d'Assesse peut répondre à l'appel à projet.

Cependant, il convient d'être organisé sous l'une des deux formes suivantes :

- *Le projet est porté par une entité juridique reconnue comme personne morale (type ASBL, coopérative, ...). Un PV prenant acte de la volonté de se porter candidat et désignant la personne de référence de l'instance décisionnelle doit être annexée au formulaire de candidature.*
- *Le projet est porté par une association de fait ou un comité existant n'ayant pas la personnalité juridique. Dans ce cas, un porteur de projet est désigné pour représenter des personnes physiques jouissant de leurs pleins droits civils et politiques au sein de*

l'association ou du comité.

- *Sous cette forme, le formulaire de candidature à compléter (cf. Annexe 2) doit être signé par un minimum de cinq citoyens domiciliés à des adresses différentes mais toutes au sein de la Commune d'Assesse.*

Chaque association ne peut déposer qu'un seul projet dont le montant ne peut dépasser 1/3 du budget total investi annuellement par la commune (cf. Article 5).

Article 4 : Territoire d'action

Le budget participatif porte sur le territoire de la Commune d'Assesse, sur le domaine public propre de la commune. La réalisation des projets se situera donc exclusivement dans le périmètre géographique de la commune.

Article 5 : Budget

Le Conseil communal, au travers du vote annuel du budget, arrête les montants des crédits (ordinaire ou extraordinaire) consacrés au projet de budget participatif.

Afin de contribuer aux projets retenus, la Commune d'Assesse alloue un montant de 21.000€ de son budget extraordinaire 2021.

Chaque projet ne pourra pas consommer plus de 1/3 du budget total alloué.

Article 6 : Comité de sélection

Le comité de sélection sera composé de membres, non repris dans le quart communal, de la Commission Locale de Développement Rural (CLDR), organe représentatif de la population mis en place dans le cadre de l'Opération de développement rural de la commune, complété, au besoin, par des membres de l'administration communale, en concertation avec la CLDR.

Les membres de la CLDR, introduisant un dossier, ne pourront être membres du comité de sélection. La CLDR officiant en tant que comité de sélection, se réunira en séance plénière et examinera, sur base d'une grille d'analyse (cf. Annexe 3) la recevabilité des différents dossiers de candidatures.

Les projets considérés comme recevables par le comité de sélection seront soumis au vote des citoyens.

La décision du comité sera sans appel. Elle sera transmise au Collège communal qui organisera le vote des citoyens, de préférence sur base d'une méthode de vote en ligne.

La Commune d'Assesse veillera à mettre à disposition des citoyens ne disposant pas des moyens technologiques nécessaires à l'utilisation d'outil numérique, des canaux de participation

complémentaires : a minima un formulaire papier à remplir et déposer dans une urne et, dans la mesure du possible. Ces moyens complémentaires à l'utilisation de la plateforme FRW seront mis à disposition tant pour le dépôt d'idées que pour la phase du vote citoyen.

Article 7 : Critères de recevabilité des projets

Le dossier de candidature doit être :

- *complet (le formulaire de candidature doit être dûment complété, cf. Annexe 2)*
- *envoyé numériquement ou remis sous format papier à la commune dans les délais prescrits.*

La validité du candidat selon l'Article 3.

Le projet doit :

- *respecter la localisation prévue à l'Article 4,*
- *rencontrer l'intérêt général,*
- *répondre à au moins un objectif du PCDR (cf. Annexe 1),*
- *avoir un coût inférieur à 1/3 du montant de l'enveloppe mise à disposition par la commune pour le budget participatif défini à l'Article 5,*
- *correspondre à une dépense d'investissement touchant le cadre de vie ou proposer des dépenses matérielles permettant la concrétisation d'un événement à portée communale (les dépenses de fonctionnement internes au projet sont exclues),*
- *proposer un budget réaliste et suffisamment détaillé par rapport à la description des investissements,*
- *correspondre à un des deux types de projets suivants (cf. Article 10) :*
- *réalisé par le porteur de projet ;*
- *réalisé par la commune.*

Article 8 : Publicité et propriété intellectuelle

En participant à l'appel à projet, les candidats acceptent que la Commune d'Assesse et/ou la CLDR puissent transmettre, diffuser, exposer et/ou utiliser les informations liées au projet, sur tout support, sans appel et ce, sans dédommagement. Toutefois, la commune s'engage à citer le nom du porteur de projet et/ou de l'association, avec son accord, sur toute communication concernant les projets retenus.

Article 9 : Procédure

Le processus participatif est défini en différentes étapes :

1. *Lancement du projet de Budget participatif. Le Collège communal arrête le calendrier du Budget participatif en respectant les étapes prévues par le dit-règlement et assure la communication du lancement du processus au grand public.*

2. *Dépôt des dossiers de candidatures sous format numérique ou sous format papier à l'Administration communale.*
3. *Sélection des projets sur base de la grille d'analyse par le comité de sélection (Annexe 3).*
4. *Si le montant total des projets retenus est inférieur ou égal à l'enveloppe budgétaire annoncée par la commune, le comité de sélection transmet au Collège communal et la procédure se poursuit directement à l'étape 5.*
5. *Vote des citoyens en ligne ou sous format papier à l'administration communale, dans la mesure où le montant des projets recevables dépasse le montant alloué par la commune.*
6. *A l'issue de cette procédure de vote, le Comité de sélection dressera la liste définitive des projets sélectionnés selon les modalités suivantes :*
 - *Vote des citoyens en ligne ou sous format papier à l'Administration communale dans la mesure où le montant des projets recevables dépasse le montant alloué par la commune. Ce vote citoyen comptera pour 60%. Parallèlement, les membres du comité de sélection votent. Ce classement compte pour 40%.*
 - *Le classement, sur base des deux scrutins, et suivant la pondération de 60%/40% est établi par le Comité de sélection.*
 - *Sur base de celui-ci, le Comité de sélection dressera la liste définitive des projets sélectionnés selon les modalités suivantes :*
 - *Les deux premiers projets ayant récolté le plus de votes sont obligatoirement retenus,*
 - *Les projets suivants dans le classement citoyen sont retenus s'ils rentrent dans le budget restant de l'enveloppe, après déduction des premiers projets donc. S'ils dépassent le solde disponible, c'est le projet suivant dans le classement qui est alors sélectionné et ainsi de suite jusqu'à épuisement de l'enveloppe.*

Le comité transmettra le classement citoyen et la sélection auprès du Collège communal.

6. Information et publicité des résultats.

Le Collège communal informe les différents candidats du résultat, qu'ils soient retenus ou pas, et en fait la publicité sur le site internet communal et dans son bulletin communal.

Article 10 : Concrétisation du projet

Si le projet est réalisé par la Commune d'Assesse, que le projet soit porté par une entité juridique reconnue comme personne morale (type ASBL, coopérative, ...) ou qu'il soit porté par une association de fait ou un comité de quartier n'ayant pas la personnalité juridique, la prise en charge de la gestion et de l'exécution du projet (appel d'offre, bons de commande, réalisation des travaux...) se fera par l'Administration communale en concertation avec le porteur de projet.

Si le projet est réalisé par le porteur de projet, c'est-à-dire une entité juridique reconnue comme personne morale (type ASBL, coopérative, ...), le porteur de projet ayant manifesté son désir de

réaliser lui-même son projet dans le dossier de candidature devra introduire auprès de la Commune d'Assesse une déclaration de créance comportant les pièces justificatives suivantes :

- *PV de réception provisoire prouvant la réalisation des travaux, notamment par des photos,*
- *la liste des dépenses justifiées par des factures et la preuve d'une mise en concurrence de trois demandes de prix.*

L'aide financière est destinée à couvrir les dépenses d'investissement, à l'exclusion des frais de gestion et des frais de personnel (les porteurs de projet ne peuvent pas se rémunérer).

Article 11 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur dès le jour de sa publication par affichage."

Article 3 : le présent règlement sera publié par voie d'affichage par le Bourgmestre en application des articles L1133-1 et L1133-2 du code de la démocratie locale et de la décentralisation ; il sera également publié sur le site internet de la Commune d'Assesse.

Article 4 : une expédition du présent règlement sera transmise dans les 48 heures au Collège provincial ; une expédition en sera également transmise au greffe du tribunal de première instance et à celui du tribunal de police, de même qu'au service du Bulletin provincial, en application de l'article L1122-32 du code de la démocratie locale et de la décentralisation.

5 Bail emphytéotique en faveur de be Vicus- Décision et présentation de l'ASBL

Mmes Hélène GIAUX et Nathalie DANDOY rejoignent la séance

Vu la motion de soutien à l'unanimité du Conseil communal, en date du 19/07/2018, au projet de l'ASBL "30 février" sur la ZACC de la Gendarmerie à Assesse et la décision de la mise à disposition par la commune d'un terrain dans la ZACC par un bail emphytéotique;

Vu les délibérations du Collège communal du 21/09/2020, du 28/09/2020 et du 26/10/2020 relatives à l'approbation du rapport des services urbanisme et PCDR, le modus operandi de la constitution du dossier du bail, le suivi par le service patrimoine et la décision de revoir ce point lorsque le Collège aura organisé une séance de travail afin d'examiner de manière approfondie ce dossier;

Considérant les différentes réunions en concertation avec les acteurs directs et indirects du(es) projet(s) - asbl "30 février", experts juridique et architecturale du CLT Bruxelles dans le cadre des fonds d'amoçage SHICC (Sustainable Housing for Inclusive and Cohesive Cities) gérés par Interreg North-West Europe, services internes de l'Administration communale- qui ont amené à définir le mode de gestion des futurs bâtiments du projet "30 Février", qui ont amené l'asbl "30 février" à constituer une fondation dénommée "Be Vicus" et qui ont amené à développer ce projet;

Considérant les différentes réunions du comité d'accompagnement de l'asbl "30 février" et des réunions avec le BEP ayant pour mission l'assistance à maîtrise d'ouvrage. Celles-ci ont eu pour conséquence une révision sur l'implantation et la contenance de la parcelle à céder par bail emphytéotique à la fondation "Be Vicus";

Considérant le projet de bail emphytéotique qui a été proposé par le bureau notarial Declairfayt, et qui a été revu par des membres de l'asbl "30 février" et de la fondation "Be Vicus", l'expert juridique du CLT Bruxelles dans le cadre des fonds d'amoçage SHICC (Sustainable Housing for Inclusive and Cohesive Cities) gérés par Interreg North-West Europe et les services urbanisme, PCDR et Patrimoine;

Vu la délibération du Collège communal du 08 février 2021 chargeant entre autre le service Patrimoine de finaliser le projet de bail en vue de le soumettre à l'approbation du Conseil communal du 24 mars 2021;

Vu le projet d'acte d'emphytéose joint à la présente;

Vu le plan de mesurage établi par Monsieur Philippe BINAME, Géomètre-Expert, domicilié Chaussée du Luxembourg, 4 à 5336 Courrière et joint à la présente;

Vu la notification de division adressée par mail par les Notaires DECLAIRFAYT en date du 04/03/2021, relative à un bien sis à 5330 ASSESSE, cadastré 1ère division section C n°49L2, propriété de la Commune d'Assesse ;

Vu l'article D. IV.102 du CoDT ;

Vu le projet de réponse référencé DIV. 04-21 aux Notaires DECLAIRFAYT proposé par le service urbanisme et joint en annexe

Considérant l'avis positif avec remarques rendu par le service urbanisme le 7 mars 2021;

Considérant que l'avis de la Directrice financière n'est pas obligatoire, qu'une demande d'avis a toutefois été formulée le 03 mars 2021 et que la Directrice financière a rendu un avis positif commenté le 16 mars 2021 (avis 2021/62);

Sur proposition du Collège communal;

M. le Conseiller Sébastien HUMBLET demande quel est le fondement des rétrocessions. M. Vincent WAUTHIER répond que les rétrocessions suivantes sont prévues:

- une rétrocession de 15a.64ca du lot 2 (le lot 2 permet au lot 1 de se raccorder aux équipements en attendant que la ZACC soit aménagée)
- une rétrocession de 20a dans le lot 1. Toutefois, si aucune demande de subside n'a été formulée par la Commune dans les dix ans à compter de la signature du bail, le Conseil communal pourra décider de ne pas se voir rétrocéder 20 ares du lot 1 afin de permettre à Be Vicus de mettre en place le projet intergénérationnel. En tout état de cause, le droit de la Commune de résilier partiellement le bail ne pourra être exercé sur la partie du Lot 1 affectée à du logement intergénérationnel qu'à la condition que la Commune affecte effectivement cette parcelle à un projet respectant un but social.

Après en avoir délibéré,

Décide à l'unanimité:

Article 1er:

- d'accorder un droit d'emphytéose de 88a 06ca à la Fondation d'utilité publique "Be Vicus" sur la parcelle cadastrée Assesse-Division Assesse-Section C-N°49L2 sise à l'arrière de la maison communale;
- de marquer son accord sur le projet d'acte d'emphytéose et sur le plan de mesurage établi par Monsieur Philippe Binamé, Géomètre-expert, sis Chaussée du Luxembourg, 4 à 5336 Courrière;

Article 2:

d'imputer la dépense au budget ordinaire de l'exercice 2021;

Article 3:

de charger le Collège communal d'assurer le suivi de cette décision;

Article 4:

d'adresser une copie de la présente délibération à:

- la fondation "Be Vicus" sise rue de la Fagne, 24 à 5330 Assesse;
- l'Etude des Notaires Declairfayt sise rue Jaumain, 9 à 5330 Assesse;
- Madame la Receveuse Régionale.

6 Approbation des comptes 2020 de la Régie des Sports d'Assesse

Vu les articles L1122-30, L1222-1, L3111-1§1er-1°, L3131-1 § 1er-7°, L1231-9, § 1er, L1231-5, § 2, L3132-1 § 1er alinéa 1er et L6431-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 1995 déterminant les activités à caractère industriel ou commercial pour lesquelles le Conseil communal peut créer une régie communale autonome dotée de la personnalité juridique, spécialement son article 1er-7° ;

Vu le décret du 27 février 2003, modifié par les décrets du 10 mars 2006, du 19 octobre 2007, du 19 juillet 2011 et du 25 octobre 2012, organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés ;

Vu l'arrêté du 15 septembre 2003, modifié par les arrêtés du 23 juin 2006, 16 novembre 2007, du 8 décembre 2011, du 20 novembre 2014 et du 11 décembre 2017, du Gouvernement organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés ;

Vu la délibération du Conseil du 4 mars 2008, décidant de la création d'une Régie Communale Autonome des Sports, dont les statuts ont été approuvés par le Ministre des Affaires Intérieures de la Région Wallonne en date du 10 avril 2008 ;

Vu le décret du 26 avril 2012, du Parlement wallon modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu les comptes annuels 2020, le bilan ainsi que les comptes de résultats arrêtés au 31 décembre 2020 de la Régie des Sports établis par la société comptable « Compta NO. VI. Fisc. » ;

Vu le rapport du Commissaire Réviseur de la Société « Christophe Remon & Co – Réviseurs d'Entreprises » ;

Vu le rapport des Commissaires aux Comptes, Mrs. Pierson et Lesuisse ;

Vu le P.V. de la réunion du Conseil d'Administration de la Régie Communale autonome des Sports d'Assesse du 11 mars 2021 ;

Vu les statuts de la Régie Communale Autonome des Sports d'Assesse, art. 62 et 63 ;

Considérant que le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) prévoit que le conseil d'administration établit chaque année un plan d'entreprise fixant les objectifs et la stratégie à moyen terme de la régie communale autonome, ainsi qu'un rapport d'activité; que le plan d'entreprise et le rapport d'activité doivent être communiqués au conseil communal;

Que le CDLD prévoit par ailleurs que le conseiller désigné par une commune ou une province pour

la représenter au sein du conseil d'administration, ou à défaut, du principal organe de gestion, rédige annuellement un rapport écrit sur les activités de la structure et l'exercice de son mandat ainsi que de la manière dont il a pu développer et mettre à jour ses compétences;

Considérant que l'article 66 du statut de la RCAS prévoit que 10% du bénéfices nets de l'exercice sont prélevés pour constituer une réserve et que le solde est versé à la caisse communale;

Considérant qu'une demande d'avis a été formulée le 12 mars 2021 et que la Directrice financière a rendu un avis positif avec remarques le 16 mars 2021, dans lequel il est précisé que la dotation 2020 ayant été totalement liquidée, la rétribution de 17.023,50€ pourrait venir en diminution de la dotation communale et être portée en provision au sein du budget communal en vue de travaux plus conséquents au sein de la RCA;

Après en avoir délibéré,

M. le Conseiller Marc PIERSON s'interroge quant à la légalité du fait de porter une somme en provision sans qu'un crédit ne soit prévu au budget communal. Mme la Directrice générale f.f. informe que la provision sera inscrite en modification budgétaire.

Décide, à l'unanimité (les administrateurs de la RCA et les Commissaires aux comptes ne participant pas au vote : M. Paul-Bernard LESUISSE, Mme Sylviane QUEVRAIN, M. Julien DELFOSSE, M. Marc PIERSON, M. Valery GREGOIRE, M. Benjamin LEYDER et M. Gauthier COOPMANS)

- d'approuver les comptes 2020 de la Régie Communale Autonome des Sports d'Assesse.

Décide, à l'unanimité,

- de porter la somme de 17.023,50€ en provision au sein du budget communal en vue de faire face à des travaux plus conséquents au sein de la RCA

7 Décharge donnée aux membres des organes de gestion et de contrôle de la Régie des Sports d'Assesse - Décision

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et notamment l'article L 1231.11 ;

Vu le Code des sociétés et notamment l'article 554;

Vu les statuts de la Régie communale autonome des Sports, notamment l'article 57 ;

Vu sa délibération de ce jour d'approuver le bilan 2020 arrêté par la Régie communale autonome des Sports ;

Considérant que les rapports du Collège des Commissaires et du Commissaire-Réviseur sont annexés au bilan arrêté par la Régie des Sports, conformément à l'article L 1231-6 du CDLD ;

Considérant que l'article 554 du Code des sociétés stipule qu'« après l'approbation des comptes annuels, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires. Cette décharge n'est valable que si les comptes annuels ne contiennent ni omission, ni indication fausse dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts ou en contravention du présent code, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation. »;

Considérant que les comptes de la Régie des Sports d'Assesse pour l'année 2020 ne contiennent ni omission, ni indication fausse dissimulant la situation réelle de la Régie ;

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité, (les administrateurs de la RCA et les Commissaires aux comptes ne participant pas au vote : M. Paul-Bernard LESUISSE, Mme Sylviane QUEVRAIN, M. Julien DELFOSSE, M. Marc PIERSON, M. Valery GREGOIRE et M. Gauthier COOPMANS) de décharger les administrateurs et commissaires de leur responsabilité contractuelle en ce qui concerne le mandat de gestion confié durant l'exercice écoulé.

8 Subvention à la Régie Communale Autonome des Sports - Délégation - Décision

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-30, L1122-37, § 1er, alinéa 1er, 1°, 2° et 3°, et L3331-1 à L3331-8 ;

Considérant qu'en application de l'article L1122-30 dudit Code, le Conseil communal est compétent pour octroyer les subventions visées à l'article L3331-2 ;

Considérant que l'article L1122-37, § 1er, alinéa 1er, 1°, 2° et 3°, dudit Code autorise le Conseil communal à déléguer ses pouvoirs au Collège communal pour les subventions qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de tutelle, pour les subventions en nature et pour les subventions motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues ;

Considérant qu'il est de bonne administration de mettre en place des délégations;

Considérant la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Considérant que la subvention de la Régie Communale Autonome d'Assesse est inscrite nominativement au budget 2021, aux articles:

- 764/435-01 R.C.A. CONTRIBUTION COMMUNALE
- 764/522-52/ - / -20210050 RCA - DOTATION EXTRAORDINAIRE - RUS ASSESSE
- 764/522-52/ - / -20210051 RCA - DOTATION EXTRAORDINAIRE - RFC SART-BERNARD
- 764/522-52/ - / -20210052 RCA - DOTATION EXTRAORDINAIRE - COURRIERE - PASSETANQUE
- 764/522-52/ - / -20210053 RCA - DOTATION EXTRAORDINAIRE - CS MAILLEN
- 764/522-52/ - / -20210054 RCA - DOTATION EXTRAORDINAIRE - RCA
- 764/522-52/ - / -20200039 RCA - DOTATION EXTRAORDINAIRE

Considérant l'avis positif commenté rendu par la Directrice financière le 16 mars 2021;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité:

Article 1er : De déléguer Collège communal, pour l'exercice 2021, l'octroi des subventions pour le fonctionnement de la Régie Communale Autonome d'Assesse dans les limites des crédits qui sont inscrits à cet effet au budget et approuvés par l'autorité de tutelle.

Article 2 : Le Collège communal fera annuellement rapport au Conseil communal sur les subventions qu'il a octroyées, en application de l'article L1122-37, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

9 Salle Dramatique à Sart-Bernard - Bail emphytéotique - Décision

Vu le code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus précisément l'article 1122-30

Vu la délibération du Collège communal du 28 septembre 2020 par laquelle il est décidé d'octroyer un droit d'emphytéose à l'ASBL Collectif d'Animation Sartois en précisant que celui annule tout acte autre qui pourrait exister;

Vu la délibération du Collège communal du 08 mars 2021 par laquelle il est décidé de marquer son accord sur le projet d'acte d'emphytéose consenti pour une durée de 27 ans dont le montant du canon s'élève à un (1) euro par an payable en une seule fois;

Vu le projet d'acte d'emphytéose joint au dossier;

Considérant que l'avis de la Directrice financière n'est pas obligatoire, qu'une demande d'avis a toutefois été formulée le 04 mars 2021 et que la Directrice financière a rendu un avis positif le 18 mars 2021;

M. le Conseiller Sébastien HUMBLET s'interroge quant à l'état du bâtiment et aux éventuels travaux à prendre en charge. M. le Bourgmestre Jean-Luc MOSSERAY indique que ce bail permettra à l'ASBL de mettre en ordre le bâtiment.

M. le Conseiller Marc PIERSON se demande si ce n'est pas un cadeau empoisonné fait à l'ASBL et s'il n'aurait pas été plus opportun que la Commune remette le bâtiment en ordre avant de conclure le bail, l'ASBL risquant de ne pas disposer des mêmes 'leviers' que la Commune. M. MOSSERAY répond que ce bail a été conclu à la demande de l'ASBL et que l'idée est de maintenir le bâtiment dans un certain état. Le Bourgmestre rappelle le projet PCDR de mettre en place une salle multifonctionnelle à Sart-Bernard.

M. HUMBLET suggère à l'ASBL de s'adresser à l'ACSTA dont l'ouvrier pourrait prendre en charge certaines tâches et rappelle le rôle de la Commune de s'assurer que l'ASBL peut réunir des gens dans la salle et de faire contrôler la salle par la zone NAGE. Il demande plus de précisions quant à l'espace prévu pour le projet PCDR.

M. MOSSERAY répond qu'un passage des pompiers a déjà eu lieu et que sur base de ce rapport, des modifications ont déjà été faites mais que l'ASBL attendait le bail pour poursuivre les travaux. Quant à l'espace PCDR, il précise que la localisation devra permettre d'avoir des facilités de parking ainsi qu'avoir un bâtiment conséquent.

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité (M. MOSSERAY ne participant pas au vote, étant administrateur de l'ASBL) :

Article 1er:

- d'octroyer un droit d'emphytéose d'une durée de 27 ans à l'asbl Collectif d'Animations Sartoises (CAS) sur la parcelle de terrain et sa construction dite "Salle Dramatique" sises rue Saint-Denys, 46+ à 5330 Sart-Bernard et cadastrée Assesse - Divison Sart-Bernard - Section section A, n°451TP0000 et 451TP0001;
- de marquer son accord sur le projet d'acte établi par l'Etude du Notaire Declairfayt sise rue Jaumain, 9 à 5330 Assesse;
- de désigner Mme Nadia MARCOLINI, 1e Echevine, pour la signature du bail

Article 2:

De transmettre une copie de la présente à:

- L'ASBL "Collectif d'Animations Sartoises" (CAS) Sise rue Morimont, 35 à 5330 Sart-Bernard
- L'Etude du Notaire Declairfayt sise rue Jaumain, 9 à 5330 Assesse;
- Madame la Receveuse régionale.

10 Ecoles libres - Frais d'Internet - Octroi d'un subside pour l'école libre de Courrière (frais 2020) - Délégation - Décision

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (CDLD), et notamment les articles L1122-30, L1122-37, § 1er, alinéa 1er, 1°, 2° et 3°, et L3331-1 à L3331-8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Considérant que lors du vote du budget 2000, il avait été proposé par le Collège communal de prendre en charge les frais d'utilisation d'Internet dans les différentes écoles de l'entité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 722/443-01/2020 qui présente un solde disponible de 119,80 €;

Considérant que le crédit budgétaire est insuffisant pour couvrir le montant du subside, le complément sera proposé lors de la MB1 de 2021;

Vu la demande de subvention introduite par l'école libre de Courrière pour l'année 2020 et les pièces justificatives y jointes;

Attendu que depuis plusieurs années, toutes les subventions accordées l'ont été sur base de justificatifs réguliers, présentés préalablement à la liquidation du subside ;

Considérant qu'en application de l'article L1122-30 du CDLD, le Conseil communal est compétent pour octroyer les subventions visées à l'article L3331-2 ;

Considérant que l'article L1122-37, § 1er, alinéa 1er, 1°, 2° et 3°, dudit Code autorise le Conseil communal à déléguer ses pouvoirs au Collège communal pour les subventions qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de tutelle, pour les subventions en nature et pour les subventions motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues ;

Considérant qu'il est de bonne administration de mettre en place des délégations;

Considérant que la subvention pour les frais internet des écoles libres de l'entité est inscrite à l'article 722/443-01 de budget ordinaire de l'exercice 2021

Considérant qu'il est proposé, pour l'année 2021, de prendre en charge les frais internet des écoles libres et de charger le Collège d'examiner les pièces y relatives pour que ce Collège octroie le montant aux écoles libres, dans le respect des crédits budgétaires;

Considérant qu'il est de bonne administration de mettre en place la délégation proposée;

Considérant qu'en cas de délégation, le Collège devra faire un rapport annuel au Conseil communal sur les subventions qu'il a octroyées au cours de l'exercice;

Considérant qu'une demande d'avis de légalité a été formulée le 16 mars 2021 et que la Directrice financière a rendu un avis positif avec remarques le 16 mars 2021 (avis 2021/59);

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité,

Article 1er : D'octroyer à l'école Libre de Courrière d'un subside d'un montant de 599,88€ représentant les frais d'utilisation d'Internet pour l'année 2020.

Article 2: Pour l'année 2021, de proposer au Conseil communal de prendre en charge des frais internet des établissements libres et de charger le Collège d'examiner les pièces y relatives pour que ce Collège octroie le montant aux écoles libres, dans les limites des crédits qui sont inscrits à cet effet au budget et approuvés par l'autorité de tutelle.

Le Collège communal fera annuellement rapport au Conseil communal sur les subventions qu'il a octroyées, en application de l'article L1122-37, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

11 FE - Circulaire budgétaire 2021 relative à l'élaboration du compte, du budget et des modifications budgétaires des établissements chargés de la gestion du temporel du culte

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 08 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6° ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ; Vu

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7 ; Vu

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Considérant que la mise en place de la circulaire dont objet permet :

- de pluriannualiser les relations entre la Commune d'Assesse et les établissements chargés de la gestion du temporel du culte présents sur son territoire ;
- d'avoir une meilleure vision de l'ensemble des besoins dans le cadre de l'élaboration des budgets et de la planification des travaux à effectuer par la Commune dans les églises dont elle est propriétaire ;
- de formaliser l'intervention financière et technique de la Commune d'Assesse, dans un but de planification administrative et financière ;
- de rappeler quelques règles de bases utiles ;
- de faciliter le respect des délais de tutelle qui sont de rigueur ;

Considérant qu'une rencontre a été effectuée ce 8 mars 2021 en présence des représentants des établissements chargés de la gestion du temporel du culte;

Considérant le projet de circulaire joint en annexe;

Considérant que la Directrice financière a rendu un avis positif avec remarques le 6 mars 2021 (avis 2021/47);

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité,

Article 1er : d'adopter la circulaire budgétaire 2021 relative à l'élaboration du compte, du budget et des modifications budgétaires des établissements chargés de la gestion du temporel du culte telle que proposée.

Article 2 : de diffuser ladite circulaires aux fabriques d'église de l'entité.

12 Approbation des règlements-taxe sur l'enlèvement et le traitement des déchets ménagers et des déchets assimilés - information

M. le Conseiller Gilles GRAINDORGE s'interroge quant au poids supplémentaire dû au poids des langes.

Mme l'Echevine Nadia MARCOLINI propose de présenter un powerpoint à ce sujet à un prochain Conseil communal.

PREND ACTE de l'approbation par l'autorité de tutelle du règlement-taxe sur l'enlèvement et le traitement des déchets ménagers et du règlement -taxe sur l'enlèvement et le traitement des déchets assimilés aux déchets ménagers pour les exercices 2021 à 2025.

13 Modification de la taxe communale sur l'enlèvement et le traitement des déchets ménagers - Exercice 2021

Vu la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1321-1, 11 ;

Vu les dispositions du Titre II du Livre III, 3ième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu les dispositions du Code des Impôts sur les revenus ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministère Fédéral de l'Intérieur, déterminant la procédure devant le Collège communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

Vu l'Arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers ;

Vu le « Plan Wallon des Déchets-Horizon 2010 » et l'application du principe « pollueur-payeur » ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et en particulier l'article 21 ;

Vu le décret du 22 mars 2007 relatif à la fiscalité des déchets et plus particulièrement l'application par la Région wallonne d'une taxe sur la mise en centre d'enfouissement technique des déchets ménagers et des encombrants à partir du 1er janvier 2008 ;

Vu les conséquences financières importantes de cette taxation sur l'augmentation significative des coûts de la gestion des déchets ménagers produits sur le territoire communal et relevant du financement communal ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets ;

Revu la délibération du 19 novembre 1998 par laquelle le Conseil communal a donné son accord de principe d'adhésion à la collecte des déchets par conteneurs à puce ;

Vu les estimations des dépenses que la commune d'Assesse doit assumer pour ce qui concerne la gestion des déchets ménagers produits par ses habitants et les services offerts par le Bureau Economique de la Province de Namur dans ce domaine comme le parc à conteneurs ;

Revu sa délibération du 27/10/2015 prise en la matière et devenue exécutoire par expiration du délai de tutelle ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que l'enlèvement et la gestion des déchets ménagers représentent une charge importante pour la commune ;

Considérant que le service public de gestion des déchets ménagers doit concilier les objectifs de prévention, de développement durable, de dissuasion des incivilités et d'équilibre financier ;

Considérant que le coût de la gestion des déchets ménagers doit être répercuté sur le citoyen en application du principe du « pollueur-payeur » conduisant à l'imposition d'un coût-vérité à appliquer par les communes envers leurs citoyens ;

Considérant que l'équilibre financier de la commune et la mise en œuvre du coût-vérité de la collecte et de la gestion des déchets ménagers nécessitent le vote des taxes et des règlements y afférents ainsi qu'une bonne couverture des dépenses en matière de déchets par les recettes des taxes sur les déchets ;

Revu la délibération du Conseil communal du 28 octobre 2020 approuvant le taux de couverture du coût-vérité en matière de déchets des ménages - exercice 2021;

Considérant que les langes ne peuvent plus être placés dans les sacs biodégradables depuis le 1er janvier 2021;

Vu le surcoût que cela engendre pour les familles;

Considérant que la proposition de modification du règlement-taxa a été transmise à Madame Caroline Etienne, Directrice financière en date du 11 mars 2021, et qu'un avis positif commenté a été rendu le 16 mars 2021 (avis 2021/57);

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité,

Article 1er : Il est établi pour l'exercice 2021, une **taxe communale annuelle** sur la collecte et le traitement des déchets ménagers. Cette taxe est constituée d'une **composante forfaitaire** et d'une **partie variable**.

Sont visés l'enlèvement des déchets ménagers ainsi que les services de gestion des déchets résultant de l'activité usuelle des ménages sélectivement collectés par la commune.

Article 2 : Définitions :

Ménage : un ménage est constitué, soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, occupent habituellement un même logement et y vivent en commun ;

Personne de référence du ménage : la personne de référence est celle qui est habituellement en contact avec l'administration pour les affaires qui concernent le ménage. La désignation de la personne de référence s'effectue conformément aux indications figurant dans le registre de population. Il est à noter qu'une personne vivant seule est d'office considérée comme personne de référence.

Article 3 :

§1er. La taxe est due par ménage, au nom de la personne de référence du ménage et solidairement par les membres de tout ménage qui, au 1er janvier de l'exercice d'imposition, est inscrit au registre de la population, au registre des étrangers, au registre d'attente ou recensé comme seconds résidents (personnes qui, pouvant occuper un logement, ne sont pas, au même moment, inscrites pour ce logement au registre de la population ou au registre des étrangers) à une adresse située le long du parcours suivi par le service d'enlèvement, à l'entrée des voies inaccessibles aux véhicules de collecte, à la sortie des chemins privés.

§2. La taxe est due pour tout semestre entamé de domiciliation sur le territoire de la commune.

Article 4 :

§1er : La taxe est composée d'une partie forfaitaire et d'une partie variable en fonction de la quantité de déchets produits.

§2 : La **partie forfaitaire** de la taxe couvre les services de gestion des déchets suivants :

- les coûts de collecte hebdomadaire des déchets ménagers,
- les coûts d'exploitation du parc à conteneurs,

- la collecte et le traitement des déchets d'un nombre de kilos équivalant à :
 - 10 kilos pour les isolés,
 - 16 kilos pour les ménages de deux personnes,
 - 21 kilos pour les ménages de trois personnes,
 - 25 kilos pour les ménages de quatre personnes,
 - 29 kilos pour les ménages de cinq personnes et plus
 - 12 kilos pour les secondes résidences,
- les coûts administratifs communaux liés à la gestion des déchets ménagers.

§3 : La **partie variable** de la taxe comprend notamment le traitement des déchets ménagers déposés pour l'enlèvement au-delà des quantités prévues à l'article 3 §2.

Article 5 :

§1er : Pour l'exercice 2021, la **partie forfaitaire** de la taxe est fixée **annuellement** à :

- 65 € pour les isolés,
- 95 € pour les ménages de deux personnes,
- 120 € pour les ménages de trois personnes,
- 140 € pour les ménages de quatre personnes,
- 150 € pour les ménages de cinq personnes et plus,
- 120 € pour les secondes résidences.

La taxe est due indépendamment de l'utilisation de tout ou partie des services déterminés à l'article 3 §2.

La **partie variable** de la taxe est fixée à 0,30 euro par kilo chargé aux dates de domiciliation dans la commune, même si la domiciliation ne correspond pas à un semestre complet.

Article 6 :

§1er : La taxe forfaitaire n'est pas applicable :

Aux personnes inscrites comme chef de ménage, séjournant toute l'année dans un home, hôpital ou une clinique, ceci sur production d'une attestation de l'institution prouvant l'hébergement. Pour les personnes ayant été enrôlées erroneusement, la taxe pourra être dégrevée sur présentation des documents justificatifs.

§2 : La taxe forfaitaire est réduite pour :

A: Lorsque le chef de ménage au nom duquel la taxe est établie se trouve, dans une des situations visées à l'alinéa 2 du présent paragraphe, il bénéficie d'un forfait semestriel correspondant à la moitié de la taxe forfaitaire de base définie à l'article 4.

Le forfait du présent paragraphe est octroyé au chef de ménage qui se trouve dans une des situations suivantes :

- bénéficiaire du revenu d'intégration sociale soit de la catégorie « ménage », soit de la catégorie « isolé », soit de la catégorie « isolé avec enfants à charge » ;
- bénéficiaire d'une aide sociale équivalente au revenu d'intégration sociale ;
- bénéficiaire uniquement d'allocations sociales dont le montant est égal ou inférieur au montant du revenu d'intégration sociale de la catégorie à laquelle il appartient au sens de la réglementation relative à ce revenu d'intégration sociale et appartenir, au sens de la réglementation précitée, soit à la catégorie « ménage », soit à la catégorie « isolé », soit à la catégorie « isolé avec enfants à charge » ;
- bénéficiaire du revenu garanti aux personnes âgées.

Le chef de ménage qui invoque le bénéfice du présent paragraphe fournit à l'administration communale une attestation émanant de :

- en ce qui concerne les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale ou d'une aide sociale équivalente au revenu d'intégration sociale : le Centre Public d'Action Sociale de la Commune ;
- en ce qui concerne les bénéficiaires d'une allocation sociale : l'organisme de paiement de cette allocation sociale précisant le montant journalier de l'allocation sociale octroyée ainsi qu'une attestation délivrée par le Centre Public d'Action Sociale de la Commune déterminant la catégorie à laquelle appartient le chef de ménage et une attestation sur l'honneur par laquelle le chef de ménage déclare que ses seuls revenus sont constitués par l'allocation sociale en cause ;
- en ce qui concerne les bénéficiaires du revenu garanti aux personnes âgées : l'organisme octroyant cet avantage ainsi qu'une attestation délivrée par le Centre Public d'Action Sociale de la commune déterminant la catégorie à laquelle appartient le chef de ménage ;

Les attestations visées à l'alinéa précédent doivent être en possession de l'administration communale au plus tard le 31 juillet en ce qui concerne le premier semestre et le 31 janvier en ce qui concerne le second semestre de l'exercice d'imposition.

B : Le chef de ménage, qui a au moins 3 enfants à charge, âgés de 25 ans au plus, bénéficie d'une réduction annuelle de 12,50 euros par enfant et ce, à partir du troisième enfant à charge.

La condition fixée par l'alinéa précédent doit être remplie au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

C : Les gardiennes ONE au premier janvier de l'exercice obtiendront une réduction annuelle de 25 euros.

D : Sur base d'un certificat médical, les personnes souffrant d'incontinence auront également droit à une réduction annuelle de 25 euros.

E : Lorsque le chef de ménage au nom duquel la taxe est établie fait procéder à l'enlèvement de l'intégralité de ses déchets ménagers par contrat avec une entreprise agréée, il bénéficie d'une réduction de deux tiers de la taxe forfaitaire annuelle et ce, sur production d'un contrat couvrant l'année civile.

F : Le chef de ménage, qui a un enfant de moins de deux ans au 1er janvier de l'exercice bénéficiera d'une réduction annuelle de 25 euros par enfant.

Ces réductions sont réparties sur chaque semestre.

Article 7 :

§1er : Les clauses concernant l'établissement et le recouvrement sont celles des articles L3321-1 à L3321-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

§2 : **La taxe est perçue semestriellement par voie de rôle.** Elle est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement - extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts directs au profit de l'Etat.

Article 8 :

Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles

L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, déterminant la procédure en matière de réclamation contre une imposition communale

Article 9 :

En cas de non-paiement de la taxe à l'échéance, conformément aux dispositions légales applicables en la matière, un rappel sera envoyé au contribuable. Ce rappel se fera par courrier recommandé. Les frais de cet envoi seront à charge du redevable.

Article 10 :

En vertu des dispositions légales, la présente délibération sera transmise aux Autorités de Tutelle pour approbation.

Elle sera transmise à Madame la Directrice financière et au service de la Comptabilité pour information et suites utiles.

La délibération entrera en vigueur après accomplissement des formalités légales de publication prévues aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

14 Maison communale - Nivellement des terres à l'arrière du bâtiment - Approbation des conditions, du mode de passation et du montant estimé

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, L1222-4 relatif aux compétences du Collège communal, L1512-3 et suivants, L1523-1 et L2222-2, L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Considérant le cahier des charges N° 2021-249 relatif au marché "Maison communale - Nivellement des terres à l'arrière du bâtiment" établi par le Service Marchés Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 20.300,00 € hors TVA ou 24.563,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le Collège propose de consulter les opérateurs économiques suivants:

- La SPRL Serge CLOET, rue du Bois d'Ohey, 265 B à 5350 OHEY ;

- La SPRL Transport et Terrassements E. HASTIER, rue du Vieux Fermier, 2 à 5100 WIERDE ;
- La SPRL T.R.D.P., rue Ernest Matagne, 12 à 5330 ASSESSE

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 104/735-60 (n° de projet 20210001) et sera financé par fonds propres ;

Considérant qu'un avis de légalité a été sollicité en date du 10 mars 2021 et que Mme la Directrice financière a remis un avis positif le 16 mars 2021 (avis 2021/63);

Après en avoir délibéré;

M. le Conseiller Sébastien HUMBLET s'interroge quant à l'urgence de ce projet alors que cela fait 9 ans que les terres sont là; ne seront-elles pas utiles notamment pour l'aménagement de la ZACC? Monsieur l'Echevin Paul-Bernard répond que l'objectif est justement de combler le trou à cet endroit.

M. le Conseiller Marc PIERSON trouve qu'un permis simple avec un nivellement classique (et moins coûteux) aurait été plus opportun.

DECIDE, par 10 voix pour, 1 abstention (Gilles GRAINDORGE) **et 6 voix contre** (Marc PIERSON, Sébastien HUMBLET, Valéry GREGOIRE, Benjamin LEYDER, Marielle MERCIER, Maria-Gina CRISTINI):

Art.1er :

D'approuver le cahier des charges N° 2021-249 et le montant estimé du marché "Maison communale - Nivellement des terres à l'arrière du bâtiment" établis par le Service Marchés publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 20.300,00 € hors TVA ou 24.563,00 €, 21% TVA comprise ;

Art.2 :

De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Art.3 :

De charger le Collège, lors de sa prochaine séance, de fixer la liste des sociétés à consulter et de déterminer la date et l'heure limites de remise des offres.

Art.4 :

De financer cette dépense par les crédits inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 104/735-60 (n° de projet 20210001).

Art.5 :

De délivrer une copie de la présente délibération à Madame la Directrice financière pour son information.

15 ORES - Remplacement AGW EP - SART-BERNARD - 365730 - 2021 - Phase 1/1 - 163 points

Vu la délibération du Conseil communal du 9 mai 2019 par laquelle la Commune d'Assesse a décidé de renouveler son adhésion à la centrale d'achat constituée par l'intercommunale ORES Assets, pour l'ensemble de ses besoins en matière de travaux d'éclairage public et ce, pour une

durée de 4 ans renouvelable;

Vu la délibération du Collège communal du 11 janvier 2021 par laquelle celui-ci a décidé, dans le cadre du plan de remplacement du parc d'éclairage public suivant le prescrit de l'AGW, de renvoyer à ORES le formulaire relatif au choix du matériel à mettre en oeuvre;

Considérant l'offre d'ORES référencée 20629876 - Cronos 365730 (GW OSP EP – Modernisation de votre parc d'éclairage public Remplacement AGW EP - ASSESSE - 365739 - 2021 - Phase: 1/1 - 163 pts) et les deux moyens de financement proposés :

- soit la Commune d'Assesse souhaite bénéficier du financement proposé par ORES. Le montant total s'élève à 32.753,49 € + (Euro) 21% de TVA Comprise, via le prêt ORES, en annuités constantes de 2.183,57 € / an 21% de TVAC pendant 15 ans;
- soit la Commune d'Assesse ne souhaite pas bénéficier du financement proposé par ORES. Le montant total s'élève à 31.038,32 € € (Euro) 21% de TVAC sur fonds propres.

Considérant le tableau d'amortissement, le détail de l'offre, le récapitulatif de l'offre, les plants joints au courrier d'ORES ;

Considérant la proposition d'ORES valable 6 mois à dater du 5 mars 2021;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire 2021, article 426/735-54 (projet 20210046) qui dispose d'un crédit de 51.000 euros;

Considérant qu'un avis de légalité a été introduit en date du 10 mars 2021 et que Mme la Directrice financière a remis un avis positif avec remarques le 11 mars 2021 (avis 2021/54);

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité,

Article 1er:

De ne pas bénéficier du financement proposé par ORES. Le montant total s'élève à 31.038,32 € (Euro) 21% de TVAC sur fonds propres.

Article 2:

De charger le Collège communal de transmettre les documents signés à ORES reprenant le choix du mode de financement et son montant total.

16 Partenariat "Province de Namur/Commune d'Assesse" - Gestion des Cimetières - Renouvellement de la convention pour l'année 2020

Vu la décision du 19 mars 2018 par laquelle le Collège communal d'Assesse avait décidé d'adhérer à l'asbl « Groupement d'Informations Géographiques » et de signer la convention portant sur les conditions d'utilisation des solutions développées par l'asbl et mises à la disposition des collectivités publiques locales ;

Vu le courrier des Services Techniques et Environnement de la Province de Namur, daté du 23 juin 2020, par lequel il est demandé de renvoyer la convention 2020 de mise à disposition de 2 accès dans le cadre de l'offre de solutions WEB cartographiques (GIG) ;

Considérant l'utilité d'un tel outil dans la gestion administrative des cimetières de la Commune ;

Considérant que la signature de cette convention n'a pas d'impact financier pour l'exercice 2020 étant donné que la Commune n'utilise qu'un seul accès dont le coût est pris en charge par la Province de Namur, conformément à la résolution du Conseil provincial du 29 mai 2020 ;

Que l'avis de légalité du Directeur financier n'est par conséquent pas obligatoire et qu'aucune demande d'avis n'a été formulée;

Considérant qu'il y a lieu de soumettre ce point au Conseil communal pour approuver cette convention ;

Sur proposition du Collège communal;

M. le Conseiller Marc PIERSON s'interroge quant aux personnes qui disposeront des accès à l'application.

M. l'Echevin Paul-Bernard LESUISSE répond qu'il s'agit du responsable des services techniques et de l'agent en charge des cimetières.

M. le Bourgmestre Jean-Luc MOSSERAY ajoute que cette application permet également de gérer les voiries.

M. PIERSON se réjouit de la mise à disposition d'un tel outil au profit des communes.

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité,

- d'approuver la convention 2020 entre la Province de Namur et la Commune d'Assesse : mise à disposition de 2 accès dans le cadre de l'offre de solutions WEB cartographiques (GIG) ;
- de charger l'agent en charge des cimetières de transmettre la présente délibération à la Province de Namur

17 ASBL Groupement d'Informations Géographiques (asbl GIG) - Adhésion - Décision

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (CDLD) tel que modifié par le décret du 4 octobre 2018 réformant la tutelle sur les pouvoirs locaux, notamment les articles, L1124-40, L1222-3° à 9° et L3122-2, 4°, g ;

Considérant que le 21 août 2017, les Provinces de Liège, Luxembourg et Namur ainsi que l'Association des Provinces wallonnes ont décidé de créer l'asbl Groupement d'Informations Géographiques (ci-après asbl GIG) ;

Vu les statuts de l'asbl Groupement d'informations Géographiques ;

Considérant que le GIG a pour but de soutenir ses membres en matière de développement d'outils informatisés ou virtuels, de récolte de données, de traitement informatisé de l'information, de cartographie, de développement d'application ou toute autre action similaire ou voisine ;

Considérant que le GIG a également pour but de promouvoir et coordonner au profit de ses membres la mutualisation de solutions organisationnelles, de produits et services informatiques en général ;

Considérant que le GIG se destine notamment à réaliser les activités suivantes, sans que cette énumération soit limitative :

- le développement de centrales d'achats ou de marchés en vue de l'acquisition

d'application informatiques "métiers" ;

- le développement d'activités d'accompagnement organisationnel et de formation des destinataires des services ;
- toute mission d'étude ou d'assistance en matière technique ;

Considérant que le GIG est une asbl exclusivement publique et exerce une mission de service public ;

Considérant qu'au travers de l'assemblée générale du GIG, la Commune d'Assesse exercerait un contrôle analogue sur la stratégie et les activités du GIG ;

Considérant qu'à ce titre, toutes les conditions seraient réunies pour que la relation entre la commune et le GIG soit considérée comme relevant du concept « in house » et que, de ce fait, cette relation ne relève pas de la législation sur les marchés publics ;

Considérant que la Province de Namur ne mettra pas d'autre convention de mise à disposition d'accès dans le cadre de l'offre de solutions WEB cartographiques (GIG) ;

Considérant l'utilité d'un tel outil dans la gestion administrative des cimetières de la Commune ;

Considérant qu'il convient d'acquérir 1 accès concomitant, à savoir le nombre d'utilisateurs qui peuvent se connecter en même temps sur les outils ;

Considérant que le montant de dépense annuelle pour l'utilisation de ces accès est fixé à 1544,72 € TTC et que ce montant est soumis à une indexation annuelle ;

Attendu que la première année, le montant est calculé en douzièmes au prorata du nombre de mois entier restant au moment de l'activation des accès par l'asbl GIG, alors la somme allouée en 2021 s'élève à 1544,72 € ;

Considérant que ce montant comprend le paramétrage des postes de travail, la formation des utilisateurs, l'assistance téléphonique, la mise à jour et upgrade continus des applications et services ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2021 et des années à venir, article 104/123-13 ;

Attendu que l'adhésion au GIG est conditionnée par le paiement d'une cotisation annuelle de 25,00 € ;

Attendu que le Conseil communal doit désigner son/sa représentant/e à l'Assemblée générale de l'asbl GIG et à savoir :

Monsieur Paul-Bernard LESUISSE, né(e) à Namur le 04/10/1962, inscrit(e) au registre national sous le numéro 62100413154, domicilié(e) à Assesse, rue du Hameau n°10, désigné(e) pour représenter la Commune d'Assesse

Adresse du courriel : paul-bernard.lesuisse@assesse.be - Numéro de portable : 0473/25 93 54.

Attendu que la présente décision a une incidence financière inférieure à 22.000,00 € H.T.V.A et que conformément à l'article L1124-40 §1, 4° du CDLD, l'avis du Directeur financier n'est pas obligatoire; qu'une demande d'avis a toutefois été formulée le 4 mars 2021, et que la Directrice financière a rendu un avis positif avec remarques le 5 mars 2021;

Que la notification ne pourra s'effectuer sans qu'un crédit suffisant et exécutoire ne soit disponible et sans que les modalités de transmission à la tutelle n'aient été réalisées;

Pour ces motifs et après en avoir délibéré ;

Décide, à l'unanimité,

- d'adhérer à l'asbl Groupement d'informations Géographiques
- de désigner Monsieur Paul-Bernard LESUISSE pour représenter la Commune à l'Assemblée générale de l'asbl Groupement d'Informations Géographiques ;
- de prévoir un crédit suffisant en modification budgétaire pour le paiement de la cotisation annuelle;
- de transmettre la présente délibération à la tutelle ; l'adhésion ne pourra être notifiée à l'asbl GIG qu'après approbation par la tutelle de la modification budgétaire précitée et de la présente délibération

18 Adhésion à la centrale d'achat de services postaux du BEP - Décision

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences en matière de marchés publics et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 47 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ;

Vu la loi du 13 décembre 2010 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification ;

Vu l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal ;

Considérant que, depuis le 31 décembre 2010, le service postal en Belgique est libéralisé, permettant ainsi à plusieurs prestataires d'être actifs dans ce secteur d'activité à côté de l'opérateur historique qu'est la société anonyme de droit public BPOST ;

Que différents prestataires ont obtenu une licence individuelle pour exercer des prestations de services postaux et qu'un opérateur postal est, à présent, actif sur le marché pour les activités de levée, de tri, de transport et de distribution d'envois de correspondances domestiques et transfrontières entrants qui relèvent du « *service universel* » ;

Considérant que l'article 47, §2, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat au sens de l'article 2, 6°, de la même loi, c'est-à-dire à « *un pouvoir adjudicateur qui réalise des activités d'achat centralisées* » ; Considérant qu'il est intéressant de passer par une telle centrale car la mutualisation des demandes de différents pouvoirs adjudicateurs est, du fait des quantités en cause, de nature à stimuler la concurrence et ainsi d'obtenir de meilleures conditions, notamment au niveau des prix ;

Qu'elle permet également de recourir à une entité plus spécialisée, la centrale d'achat, qui est mieux à même de définir les besoins à satisfaire, de rédiger les documents d'appel à la concurrence et de comparer les offres reçues ; qu'il en résulte, ce faisant, une simplification et un

allégement des procédures administratives à mettre en place par la commune ;

Vu le courriel de l'ASSOCIATION INTERCOMMUNALE BUREAU ECONOMIQUE DE LA PROVINCE DE NAMUR (le BEP) et le projet de convention y annexé ;

Considérant que l'ASSOCIATION INTERCOMMUNALE BUREAU ECONOMIQUE DE LA PROVINCE DE NAMUR (le BEP) a décidé de lancer une centrale d'achat de services postaux, notamment au bénéfice de ses communes associées, portant sur les prestations de « *service universel* » suivantes :

- les prestations de levée, de tri, de transport et de distribution des envois postaux jusqu'à 2 kg ;
- les prestations de levée, de tri, de transport et de distribution des colis postaux jusqu'à 10kg ;
- les services relatifs aux envois recommandés et aux envois à valeur déclarée ;
- Considérant que, vu les besoins de la Commune en matière de services postaux, il y a lieu d'adhérer à la centrale d'achat à mettre en place par le BEP ;

Considérant que le marché passé entre la Commune et la centrale de marché du Hainaut est arrivé à son terme;

Considérant la nécessité de recourir à un nouveau marché;

Considérant que les courriers de la Commune et du CPAS sont réceptionnés et envoyés par un même agent, dans le même bâtiment sis Esplanade des Citoyens, 4 à 5330 Assesse; qu'il est dès lors opportun que les services postaux soient assurés par un adjudicataire;

Considérant que les frais postaux seront facturés annuellement par la Commune au CPAS sur base des frais réels;

Considérant les besoins pour les 2 entités en 2019:

- le CPAS a envoyé 3.356 courriers PRIOR, ce qui se chiffrerait aujourd'hui à $3.356 \times 1,60\text{€} = \underline{\underline{5.369,60\text{€}}}$
- le CPAS a envoyé 141 courriers RECOMMANDES ($1,60\text{€} + 5,67\text{€} = 7,27\text{€/pièce}$), ce qui se chiffrerait aujourd'hui à $141 \times 7,27\text{€} = \underline{\underline{1.025,07\text{€}}}$
- la Commune a envoyé 1730 courriers PRIOR $\Rightarrow 1.730 \times 1,60\text{€} = \underline{\underline{2.768,00\text{€}}}$
- la Commune a envoyé 1094 courriers RECOMMANDES $> 1.094 \times 7,27\text{€} = \underline{\underline{7.953,38}}$
- la Commune a envoyé 6878 courriers NON PRIOR $> 6.878 \times 0,95 = \underline{\underline{6.534,1}}$

Que le montant estimé pour une année s'élève par conséquent à 23.650,15€ pour les 2 entités;

Considérant qu'un avis a été demandé en date du 24 février 2021 et que la Directrice financière a rendu un avis positif avec remarques le 5 mars 2021 (avis 2021/30)

Sur proposition du collège communal;

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité,

Article 1er : d'adhérer à la centrale d'achat de services postaux à mettre en place par le BEP et de signer la convention d'adhésion à ladite centrale d'achat ;

Article 2 : de notifier la présente délibération ainsi que la convention d'adhésion au BEP et à la tutelle.

19 Facture en suspens - Absence de bon de commande - Information

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la facture portant le numéro 210065 du fournisseur Doneux, pour l'exercice 2021 soumis à Madame la receveuse régionale ;

Attendu qu'il ressort de cette facture que les règles de la comptabilité communale n'ont pas été correctement respectées à savoir : que le bon de commande était manquant ;

Attendu que l'article 60 du Règlement Général de la Comptabilité Communale (R.G.C.C.) prévoit en son alinéa 2 qu'en cas d'avis défavorable du directeur financier tel que prévu à l'article L1124-40 du code de la démocratie locale et de la décentralisation ou dans les cas prévus à l'article 64 du présent arrêté, le Collège peut décider, sous sa responsabilité, que la dépense doit être imputée et exécutée ;

Attendu que ce même article prévoit que la délibération motivée du Collège soit jointe au mandat de paiement et qu'information en soit donnée immédiatement au Conseil Communal ;

PREND ACTE de la décision du Collège Communal du 15 mars 2021 par laquelle celui-ci a décidé :

- d'imputer et d'exécuter, sur base de l'article 60 du nouveau Règlement Général de la Comptabilité Communale (R.G.C.C.), la facture susmentionnée et ce, sous sa seule responsabilité ;
- de décharger le Directeur financier de sa responsabilité pécuniaire dans le cadre de la liquidation de la facture de Doneux pour l'exercice 2021.

20 Modification du cadre du CPAS - Approbation

Vu la loi organique des CPAS du 8 juillet 1976, et notamment l'article 26 bis et le chapitre IX relative à la tutelle administrative (article 108 et s.)

Vu la délibération relative à la modification du cadre statutaire du CPAS, adoptée par le Conseil de l'Action sociale en séance du 9 février 2021 et transmise à la Commune en date du 23 février 2021;

Considérant que l'article 112 quater de la loi organique des CPAS prévoit que les actes des centres publics d'action sociale portant sur la fixation du cadre du personnel sont soumis à la tutelle spéciale d'approbation du conseil communal;

Qu'ils sont transmis, accompagnés de leurs pièces justificatives, au conseil communal dans les

quinze jours de leur adoption;

Que le conseil communal prend sa décision dans les quarante jours de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives (le conseil pouvant proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir d'une durée maximale égale à vingt jours)

Considérant qu'à défaut de décision dans le délai, l'acte est exécutoire;

Considérant que l'approbation peut être refusée pour violation de la loi ou lésion de l'intérêt général;

Considérant que la modification du cadre personnel fait partie des matières à soumettre au comité de concertation;

Vu l'avis positif formulé le 15 mars 2021 par le comité de concertation;

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité:

- d'approuver la décision du Conseil de l'Action Sociale relative à la modification statutaire du cadre du CPAS
- de charger le secrétariat de transmettre la présente délibération au CPAS

21 Vente de l' ancienne maison communale d'Assesse par agence immobilière - Décision

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre Paul Furlan datée du 23 février 2016, relative aux opérations immobilières des pouvoirs locaux ;

Vu la décision du Collège du 22 avril 2013 de solliciter une estimation du Receveur de l'Enregistrement et des Domaines pour l'ancienne maison communale, sise Place communale 2-4 à 5330 Assesse;

Considérant l'estimation de 390.000e établie par Monsieur Oudar en date du 11 juin 2013;

Considérant que le Conseil communal a décidé le 06 mars 2018 de vendre selon la procédure de gré à gré sous enveloppes fermées, vente qui n'a jamais été mise en œuvre ;

Considérant que le principe d'égalité entre les acquéreurs potentiels doit impérativement être respecté ; que des mesures de publicités adéquates ont été mises en œuvre ;

Qu'en effet, le système Biddit (Vente aux enchères en ligne) ayant été créé et vivement conseillé par le Notaire Maître Declairfayt, le Conseil communal, réuni en séance du 24 juin 2019, a marqué son accord pour revoir le mode de vente initial et a opté pour une vente aux enchères en ligne ;

Considérant que le bien a été mis aux enchères en ligne sur le site Biddit le 13 octobre 2019 mais que, malheureusement, en date du 14 octobre aucun profil enchérisseur ne s'était inscrit sur la plateforme Biddit ;

Considérant que le bien a, de nouveau, été mis aux enchères en ligne sur le site Biddit du 01 au 09 septembre 2020, avec une mise à prix à partir de 300.000€;

Vu la délibération du Collège communal du 14 septembre 2020 par laquelle, d'une part, il prend acte que la dernière enchère s'élève à trois cent trente mille euros (330.000€) prix d'adjudication et d'autre part, décide de revoir le point ultérieurement car une offre de trois cent nonante mille euros

(390.000€) est attendue ;

Vu la délibération du Collège communal du 21 septembre 2020 actant l'offre remise par Monsieur Collignon en date du 09 septembre 2020 pour un montant de trois cent soixante mille (360.000€) et par laquelle :

- il est décidé de ne pas accepter ladite offre qui est inférieure au montant de l'estimation ;
- de soumettre le dossier à une prochaine séance du Conseil communal en vue de revoir le choix de la procédure

Vu le rapport complet sur la vente aux enchères Bididit transmis par Maître Antoine Declairfayt en date du 14 octobre 2020

Considérant que l'absence de publicité peut être justifiée par des circonstances de fait particulières ; que le fait qu'après 2 procédures de vente publique, aucune offre correspondant à l'estimation n'est parvenue, est de nature à justifier la décision de vendre de gré à gré ;

Considérant que tenant compte des éléments précités, le Conseil communal, réuni en séance du 28 octobre 2020, a décidé d'opter pour une procédure de vente de gré à gré ;

Vu la décision du Collège communal du 11 janvier 2021 d'entamer lui-même les négociations avec les candidats ayant remis une offre ;

Considérant que lesdits candidats ont été invités à remettre offre pour le 10 mars 2021 à 11h00 au plus tard ;

Considérant qu'aucune offre n'est parvenue ;

Considérant qu'une demande d'avis de légalité a été formulée le 16 mars 2021 et que la Directrice financière a rendu un avis positif commenté le 16 mars 2021 (avis 2021/64)

Sur proposition du Collège communal ;

M. le Conseiller communal Sébastien HUMBLET s'étonne que les potentiels acquéreurs qui souhaitaient remettre offre dans le cadre de la vente biddit n'aient pas remis offre et se demande si le fait de négocier avec un notaire n'aurait pas été plus opportun. Il précise que le fait de passer par une agence immobilière aura un coût.

M. le Président CPAS Vincent WAUTHIER répond qu'il ne sait pas pourquoi les intéressés n'ont pas remis offre.

M. le Conseiller communal Marc PIERSON se demande si l'intervention d'une agence immobilière est vraiment la dernière solution et demande s'il ne serait pas préférable de repartir d'une page blanche pour cette ancienne maison communale.

M. WAUTHIER rappelle l'importance des travaux à effectuer dans ce bâtiment.

M. le Conseiller Benjamin LEYDER s'interroge quant aux coûts du bâtiment depuis 8 ans.

Après en avoir délibéré,

Décide, par 10 voix pour et 7 voix contre (Marc PIERSON, Sébastien HUMBLET, Valéry GREGOIRE, Gilles GRAINDORGE, Benjamin LEYDER, Marielle MERCIER, Maria-Gina CRISTINI)

- de solliciter l'intervention d'une agence immobilière afin de réaliser les mesures de publicité dans le cadre de la vente de l'ancienne maison communale d'Assesse
- de charger le collège communal de l'exécution de la présente décision et, notamment, de la désignation de l'agence immobilière

22 Permis d'urbanisation relatif à un bien sis à 5330 SART-BERNARD, rue des Peupliers, cad.sec. A n°520F et 520G - Information

Considérant que:

- le 24/06/201, LOTINVEST a introduit une demande de permis d'urbanisation relative à un bien sis à 5330 SART-BERNARD, rue des Peupliers, cad.sec. A n°520F et 520G, ayant pour objet la création d'un quartier résidentiel (20 à 22 habitations) avec ouverture de voirie de type desserte sécurisée et complétée par la création de sentiers cyclopédestres en liaison avec les quartiers voisins et les chemins de randonnées;
- le 28/01/2020, le Conseil communal a décidé, à l'unanimité, de **refuser l'ouverture de voirie**;
- le 20/02/2020, LOTINVEST a introduit un recours auprès du Gouvernement contre la délibération prise par le Conseil communal, recours déclaré recevable le 28/05/2020 par le Ministre BORSUS, qui accepte la demande de création et de modification de voirie;
- le 17/08/2020, des riverains de Sart-Bernard ont sollicité l'annulation par le Conseil d'Etat de la décision prise sur recours par le Ministre BORSUS;
- le 21 janvier 2021, le Conseil communal a décidé d'autoriser le Collège communal à faire intervention volontaire auprès des requérants en annulation de la décision prise sur recours par le Ministre BORSUS;
- la Commune attend de recevoir l'ordonnance du Conseil d'Etat l'autorisant à faire intervention volontaire; qu'elle disposera alors d'un délai de 60 jours pour faire valoir ses arguments;

Considérant par ailleurs que :

- le 28/10/2020, le Collège communal a **refusé le permis d'urbanisation**
- le 30/11/2020, LOTINVEST a introduit un recours auprès du Gouvernement wallon
- le 08/03/2021, le Gouvernement wallon a décidé que le recours introduit par LOTINVEST est recevable mais que le permis d'urbanisation est refusé
- Lotinvest dispose d'un délai de 60 jours pour introduire un recours contre la décision du Gouvernement wallon

M. le Conseiller Marc PIERSON se demande ce qui a justifié le revirement dans ce dossier.

Mme l'Echevine Nadia MARCOLINI précise que depuis lors il y a eu le schéma développement territorial et que le dossier a été revu, se trouvant en extérieur alors que la Région wallonne préfère urbaniser les centres.

Prend acte des informations susvisées, transmises par Madame l'Echevine Nadia MARCOLINI.

23 Effondrement du préau de l'école communale de Courrière - Information

Considérant la demande de M. le Conseiller Sébastien HUMBLET qu'une information soit donnée au prochain Conseil communal quant à l'effondrement du préau de l'école communale de Courrière;

Considérant que l'adjudicataire, DALO, a confirmé que le préau allait être remplacé;

Qu'il a été convenu qu'il serait remplacé pendant le congé de printemps;

Après en avoir délibéré,

M. le Conseiller Marc PIERSON demande si le préau va être reconstruit à l'identique alors qu'il s'est déjà effondré.

M. MOSSERAY répond que le constructeur a recherché les causes du défaut dans la structure. Selon l'analyse de l'entreprise, il y a eu un incident à un pied du préau. Une pièce a été renvoyée par l'entreprise aux services uniques. L'entreprise concède que c'était à elle d'effectuer le travail et non aux services techniques et que cette réparation est probablement la cause de cet effondrement.

Prend acte de ces informations communiquées par M. le Bourgmestre Jean-Luc MOSSERAY.

24 Construction d'un local touristique d'accueil avec préau et sanitaires publics dans le cadre de la remise en tourisme du bois didactique de Courrière - Information

Considérant la volonté de Mme l'Echevine Sylviane QUEVRAIN d'informer le Conseil communal de l'avancement du dossier relatif à la construction d'un local touristique d'accueil ;

Considérant que:

- Le 21 janvier 2021, le fonctionnaire délégué informait la Commune de l'avis défavorable du DNF quant au projet. Le DNF souhaite une motivation complémentaire ou propose une autre alternative d'implantation
- Le Collège communal a choisi de garder l'implantation prévue pour structurer l'espace de manière cohérente. Les toilettes doivent être maintenues à l'entrée du bois pour des raisons sanitaires évidentes. La parcelle proposée par le DNF est en zone d'habitat à caractère rural mais est située de l'autre côté de la voirie, très fréquentée, ce qui est insécuritaire.
- Le 24 février 2021, la Commune a reçu l'information que le CU2 est favorable
- Le 22 mars 2021, un groupe de travail a été mis en place et une première réunion s'est tenue. Il a été décidé de prévoir un crédit en modification budgétaire pour désigner un auteur de projet.

M. le Conseiller Sébastien HUMBLET demande des précisions quant à l'emplacement exact du local et à l'imbrication des 3 "fonctions" de ce local.

Mme l'Echevine Sylviane QUEVRAIN précise que le local va être construit à l'entrée du bois didactique, sur la gauche. Le Collège souhaite garder un emplacement libre pour que diverses associations puissent en bénéficier également. Il y aura un local de stockage pour les scouts si une convention est conclue avec eux.

Prend acte des informations relatives à l'état d'avancement du dossier transmises par Mme l'Echevine Sylviane QUEVRAIN.

25 Covid-19 - Information

M. le Conseiller Gilles GRAINDORGE demande si la commune répercute les informations relatives à la situation épidémiologiques aux directions d'écoles libres et communales.

M. le Bourgmestre Jean-Luc MOSSERAY précise que les informations n'ont pas été données à temps par les différents services; elles n'étaient pas réelles et actualisées. La réglementation proposée par la Ministre était applicable à partir d'aujourd'hui. Les bourgmestres ont demandé où l'information pouvait être trouvée mais aucune réponse précise n'a été apportée par le Gouverneur ni par le centre de crise. Apparemment, le réseau libre a reçu une information que la Commune n'a pas reçue.

Prend acte des informations transmises par le Bourgmestre quant au covid-19.

La Commune d'Assesse est confrontée à une augmentation des cas de contamination au covid.

Les principaux clusters sont logés dans les cellules familiales à Assesse.

En ce qui concerne la vaccination, les personnes de + de 65 ans sont actuellement vaccinées. Elles sont convoquées par vague (en commençant par les plus âgées) et par courrier.

Malgré les critiques, M. MOSSERAY précise que l'organisation se passe assez bien. Il rappelle que la Commune a mis en place un agent et un numéro de téléphone permettant de répondre aux questions des citoyens et permettant d'organiser le transport des citoyens rencontrant des difficultés à se déplacer.

Les arrêtés ministériels vont être rédigés suite aux mesures prises par le CODECO de ce jour, qui concernent notamment les écoles.

Points supplémentaires :

26 POINT SUPPLEMENTAIRE CC - Enseignement – Application du décret directeur 2007

Vu le Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ("ROI") adopté par le Conseil communal le 2 juillet 2019 et revu le 20 décembre 2020;

Considérant la demande d'ajout de point supplémentaire à la séance du Conseil communal du 24 mars 2021, formulée par Gilles GRAINDORGE, Conseiller ALN:

En préambule, il est important de rappeler que le groupe ALN interpelle le Collège depuis le 19/09/18 à ce sujet.

Sans réponse du Collège à cette époque (oui parlons d'époque), le groupe ALN a de nouveau sollicité l'Echevin de l'enseignement en octobre 2020.

A ce jour, comme sœur Anne, nous ne voyons rien venir...

C'est à cause de cette inaction, qu'aujourd'hui encore, le groupe ALN introduit ce point relatif à l'application du décret directeur de 2007.

Pour rappel, ledit décret mentionne en son chapitre 3 article 26 que la Lettre de Mission doit être confiée au directeur stagiaire, dès son entrée en fonction. Cette lettre de mission spécifie les missions du Directeur et les priorités qui lui sont assignées. Ce document est amendable en fonction de la réalité de terrain et l'évolution des écoles. Cette lettre de mission, préalablement discutée en Copaloc, a une validité de 6 ans.

Notre première question est la suivante : les directeurs de nos écoles communales sont-ils en possession de leur lettre de mission ? Si oui, il serait intéressant que le Conseil, en tant que PO, puisse en prendre connaissance.

Ensuite, le chapitre 4 article 33 mentionne que dès la vacance d'emploi, le directeur entre en stage pour minimum deux années. Or, entre le 9ème et le 12ème mois de la première année de stage, le PO procède à l'évaluation du directeur stagiaire. Cette évaluation peut aboutir de trois manières

différentes : favorable, réservée ou défavorable.

Notre seconde question est la suivante : cette première évaluation a-t-elle eu lieu ? Si oui, quel en est le résultat ?

Si cette première évaluation est favorable, une dernière doit avoir lieu, toujours entre le 9ème et le 12ème mois, de la seconde année. Celle-ci ne peut aboutir que sur une mention favorable ou défavorable avec les conséquences qui s'ensuivent.

Cette décision doit être transmise, par courrier recommandé, au directeur stagiaire.

Le Collège et plus particulièrement l'Echevin de l'enseignement peut-il nous dire où nous en sommes dans la procédure aujourd'hui ?

Enfin, quelles sont, si nous en sommes toujours au point mort, les intentions du Collège en la matière afin de respecter le texte légal ?

Considérant que la demande a été adressée à M. le Bourgmestre et à Mme la Directrice générale f.f. par courriel du 18 mars 2021;

Considérant que ladite demande a été introduite au moins 5 jours francs avant la réunion du Conseil communal, conformément à l'article 12 du ROI ;

Prend acte de la réponse apportée par Mme la Directrice générale f.f. et par le Bourgmestre:

- Les directions d'école n'ont pas encore reçu leur lettre de mission
- Le directeur stagiaire n'a pas encore été évalué
- Le directeur stagiaire va être évalué dans les prochains jours sur base des compétences indiquées dans le décret de 2007
- Les lettres de missions vont être préparées pour la rentrée de septembre
- Quant à la situation du Directeur des écoles de Courrière et Florée, le Collège est en cours de régularisation de la procédure; un appel va devoir être relancé

27 POINT SUPPLEMENTAIRE CC - Commission communale vélo - Composition - représentation

Madame Marielle MERCIER quitte définitivement la séance.

Vu le Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ("ROI") adopté par le Conseil communal le 2 juillet 2019 et revu le 20 décembre 2020;

Considérant la demande d'ajout de point supplémentaire à la séance du Conseil communal du 24 mars 2021, formulée par Mme Caroline DAWAGNE, Conseillère;

Considérant que selon l'article 12 du ROI,

Tout membre du Conseil communal peut demander l'inscription d'un ou de plusieurs points supplémentaires à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil, étant entendu:

- a. que toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant la réunion du Conseil communal; (mercredi => jeudi)*
- b. qu'elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le Conseil communal;*
- c. que, si elle donne lieu à décision, elle doit être accompagnée d'un projet de délibération, conformément à l'article 10 du présent règlement;*

Considérant que la demande a été adressée à M. le Bourgmestre et à Mme la Directrice générale f.f. par courriel du 18 mars 2021, soit au moins 5 jours francs avant la réunion du Conseil communal du 24 mars 2021;

Qu'elle donne lieu à décision, et qu'elle est accompagnée d'un projet de délibération;

Vu la Circulaire appel à projet "Communes Pilotes Wallonie cyclable",

Vu la délibération du Conseil communal du 10 décembre 2020 par laquelle il désigne le Conseiller en Mobilité en tant que gestionnaire de projet et Madame l'Échevine de la Mobilité en tant que responsable du projet ;

Attendu qu'une commission communale vélo doit être mise en place dans le cadre du projet Commune Pilote Wallonie Cyclable ;

Vu que la sélection de la commune d'Assesse en tant que Commune Pilote Wallonie Cyclable a été transmise à la commune d'Assesse en date du 12 mars 2021 ;

Attendu que la composition de la CCV est en partie déterminée par la Région ;

Attendu que la partie non déterminée par la Région est laissée à l'appréciation de la Commune ;

Attendu que la CCV est une plateforme de coordination qui a pour but d'améliorer la concertation entre les acteurs et actrices du développement cyclable en accompagnant la réflexion sur les projets et en remettant des avis aux étapes clés des dossiers. La CCV se réunit lorsque la commune le juge opportun lors la mise en œuvre de son programme de travail ;

Attendu que la CCV se réunira plusieurs fois exclusivement en journée jusqu'en juillet 2021 puis plus épisodiquement jusqu'en 2024 ;

Attendu la nécessité de mettre en place rapidement ladite CCV afin de respecter les délais impartis par l'autorité régionale ;

Sur proposition du gestionnaire de projet,

M. le Conseiller Sébastien HUMBLET espère que cette commission fonctionnera mieux que la CCCSR.

Mme Nadia MARCOLINI partage cet avis et précise que les membres ont été limités, notamment pour les groupes (1 seul représentant par groupe).

M. le Conseiller Marc PIERSON se demande s'il y a déjà une circulaire et/ou si les modalités sont déjà connues et si des investissements déjà programmés pourront être repris par cette nouvelle forme de subvention (ex: piste cyclable entre Assesse et Corioul).

Mme MARCOLINI précise qu'une circulaire liste les aménagements éligibles et que sur cette base, le Collège et les services vont vérifier les liaisons qui pourraient être choisies.

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité,

De marquer son accord pour confier la sélection des membres de la CCV au gestionnaire de projet ;

De marquer son accord pour confier l'approbation de la liste aux futurs représentants des groupes politique de la CCV ;

De marquer son accord sur le projet de composition suivante:

- 1 représentant-e d'ACOR + à déterminer par ledit groupe,
- 1 représentant-e d'ALN à déterminer par ledit groupe,
- 1 représentant-e d'Ecolo à déterminer par ledit groupe,
- 1 représentant-e du conseiller indépendant à déterminer par le conseiller indépendant,
- 1 membre de la CCATM à désigner au sein de ladite commission lors de sa prochaine séance,
- 1 membre de la C.C.C.S.R. à désigner au sein de ladite commission lors de sa prochaine séance
- 1 membre de la C.C.A. à désigner au sein de ladite commission lors de sa prochaine séance
- 1 membre de la C.L.D.R. à désigner au sein de ladite commission lors de sa prochaine séance
- 1 membre du groupe Chemins et Sentiers à désigner sur base de candidatures via un appel à l'ensemble des membres
- 1 membre de la locale du Gracq Assesse à désigner sur base de candidature via un appel à l'ensemble des membres
- M. Denis DOSSOGNE, Responsable du service technique
- Mme Hélène TRIPNAUX, Responsable du service cadre de vie
- M. Guy-Loup DEVAUX, service mobilité
- 1 représentant-e de la zone de Police des Arches,
- 1 représentant-e de SPW Mobilité Infrastructures, direction de Namur
- 1 représentant-e d'INFRABEL,
- 1 représentant-e de la SNCB,
- 1 représentant-e du village d'Assesse à désigner via un appel public au sein des médias communaux
- 1 représentant-e du village de Courrière à désigner via un appel public au sein des médias communaux
- 1 représentant-e du village de Crupet à désigner via un appel public au sein des médias communaux

- 1 représentant.e du village de Florée à designer via un appel public au sein des médias communaux
- 1 représentant.e du village de Maillen à designer via un appel public au sein des médias communaux
- 1 représentant.e du village de Sorinne-la-Longue à designer via un appel public au sein des médias communaux
- 1 représentant.e du village de Sart-Bernard à désigner via un appel public au sein des médias communaux

Suppléant.e-s :

- 1 représentant.e d'ACOR + à déterminer par ledit groupe,
- 1 représentant.e d'ALN à déterminer par ledit groupe,
- 1 représentant.e d'Ecolo à déterminer par ledit groupe,
- 1 représentant.e du conseiller indépendant à déterminer par le conseiller indépendant,
- 1 membre de la CCATM à désigner au sein de ladite commission lors de sa prochaine séance,
- 1 membre de la C.C.C.S.R. à désigner au sein de ladite commission lors de sa prochaine séance
- 1 membre de la C.C.A. à désigner au sein de ladite commission lors de sa prochaine séance
- 1 membre de la C.L.D.R. à désigner au sein de ladite commission lors de sa prochaine séance
- 1 membre du groupe Chemins et Sentiers à désigner sur base de candidatures via un appel à l'ensemble des membres
- 1 membre de la locale du Gracq Assesse à désigner sur base de candidature via un appel à l'ensemble des membres
- M. Laurent Enckels, service technique jusqu'à ce qu'un agent D7 en charge des voiries soit engagé ; ce dernier remplacera alors Monsieur Enckels
- M. Jean-François Jandrain, service cadre de vie
- Mme Axelle BURLET, service gestion de projet
- 1 représentant.e de la zone de Police des Arches,
- 1 représentant.e de SPW Mobilité Infrastructures, direction de Namur
- 1 représentant.e d'INFRABEL,
- 1 représentant.e de la SNCB,
- 1 représentant.e du village d'Assesse à designer via un appel public au sein des médias communaux
- 1 représentant.e du village de Courrière à designer via un appel public au sein des médias communaux
- 1 représentant.e du village de Crupet à designer via un appel public au sein des médias communaux

- 1 représentant-e du village de Florée à designer via un appel public au sein des médias communaux
- 1 représentant-e du village de Maillen à designer via un appel public au sein des médias communaux
- 1 représentant-e du village de Sorinne-la-Longue à designer via un appel public au sein des médias communaux

De n'autoriser la participation de membres suppléants aux réunions de la commission qu'en cas d'absence du membre effectif correspondant ;

Ainsi fait en séance susmentionnée.

La Directrice Générale f.f.

La Conseillère - Présidente

Valentine ROSIER

Caroline DAWAGNE
